

Les crédits

b) (i) 3 681 600 \$, incluant la campagne «maintien de la paix», 3 572 millions de dollars; (ii) totalité.

[Français]

Mme le vice-président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

M. Langlois: Je demande que les autres questions soient réservées, madame la Présidente.

Mme le vice-président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

AVIS DE MOTION PORTANT PRODUCTION DE DOCUMENT

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je demande que les avis de motion soient réservés.

Mme le vice-président: Les avis de motion sont-ils réservés?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell) propose:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour n'être pas encore parvenu à établir et à respecter un code d'éthique clair et strict relatif au secteur public ni à fonctionner dans le cadre des lois, des lignes directrices et des normes existantes, et pour ne pas vouloir proposer de nouveaux codes et de nouvelles lois sévères concernant les conflits d'intérêts et les autres questions d'éthique publique.

—Madame la Présidente, je suis très heureux de participer à ce débat aujourd'hui. Il concerne la responsabilité du gouvernement face à son comportement actuel et à celui des huit dernières années et demie.

Permettez-moi de citer un extrait d'un article du *Toronto Star* signé par Jack Cahill.

Je dois obtenir un autre 10 000 \$. Ce sera mon dernier appel. Ne me laissez pas tomber. Répondez aujourd'hui.

Ce télégramme a été expédié en 1873, par le premier ministre d'alors, sir John A. Macdonald, à l'avocat de l'homme d'affaires le plus en vue du Canada, sir Hugh Allan de Montréal.

[Français]

Plus ça change, plus c'est la même chose. Le 24 mai 1986, M. Pierre O'Neill écrivait ceci dans un éditorial du *Devoir*: «Éloignés du pouvoir pendant des générations, les Conservateurs n'ont jamais su l'exercer avec modération. Entre la défaite de John Diefenbaker en 1962 et la victoire de Brian Mulroney en 1984, ils n'ont goûté que le court temps du règne de Joe Clark en 1979. Depuis, la soif des «patroneux» est si grande, qu'après seulement vingt mois de pouvoir, ils en font déjà une indigestion. De mémoire, en politique, jamais un parti n'a été aussi éprouvé en si peu de temps par tant de scandales et de démissions». C'était là une citation de Pierre O'Neill dans *Le Devoir*.

● (1520)

Je continue à lire le texte, et je cite: «Les Conservateurs du premier ministre [d'en face] ont aussi leur obsession: ils vivent dans l'appréhension de perdre le pouvoir dès les prochaines élections. Et ils n'ont pas tort. Dans cette perspective, ils se disent qu'il faut prendre les bouchées doubles pour profiter du peu de temps qui reste. Contourner la procédure des soumissions pour saigner les bénéficiaires de contrats de moins de 30 000 \$, c'est lucratif, mais insuffisant.

Il fallait donc étendre les tentacules du système aux bénéficiaires des gros contrats. C'est à partir de cette liste que des solliciteurs du parti identifient maintenant leurs victimes. Ils leur rendent visite et exigent une ristourne de 5 p. 100 de la valeur du contrat qui leur a été accordé. Celui qui refuse de se soumettre à la loi des ristournes est marqué au fer et peut faire son deuil de nouveaux contrats.» C'est ce que nous disait M. O'Neill en 1986.

Vous savez, madame la Présidente, si certains ne croient pas M. O'Neill, par exemple, je dois vous dire qu'il n'était pas le seul. Laissez-moi vous faire état d'une déclaration du député de Mégantic-Compton-Stanstead, qui était en 1991 député du Parti conservateur. Il disait, et je cite: «Les compagnies qui veulent des contrats doivent contribuer à la caisse du Parti conservateur.» Il y a également les citations de M^{me} Suzanne Blais-Grenier, qui elle aussi avait été ministre du Parti conservateur, et